

Genève & région

Album solo: le retour de Bertrand Cantat embarrasse
Page 25

Champ-Dollon: une assistante sociale arrêtée
Page 24



Inquiétude de bénéficiaires

«Les emplois de solidarité ne doivent pas disparaître»

Les emplois de solidarité sont fragilisés par la grève à Partage. Mais d'autres bénéficiaires louent cet outil d'insertion

Eric Budry

«Salaires de misère, traitement irrespectueux, absence de formations.» A entendre le Syndicat interprofessionnel des travailleurs (SIT) et certains collaborateurs de Cyclotri - un service de voirie géré par l'association Partage en grève depuis le 22 août - il n'y a rien à garder dans les emplois de solidarité (EdS). Ce n'est pas du tout l'avis de responsables d'organisations créatrices d'EdS, comme Réalise ou Caddie Service (*lire ci-dessous*), ainsi que d'une dizaine de leurs employés en EdS qui témoignent de leur vécu.

«Je me suis rendu à une réunion du SIT où je n'ai entendu que des choses négatives sur les emplois de solidarité, explique Marianne Marquis, qui travaille à Réalise. Pour ce qui est des salaires, je suis d'accord. En revanche, nous, nous avons la chance d'être bien encadrés et de pouvoir suivre des formations tant à l'interne qu'à l'externe. On m'a dit que si les EdS étaient supprimés, il me resterait l'assistance. Je trouve cela un peu léger.»

L'assistance? Non merci

A l'aide sociale, ces personnes ne veulent pas y retourner. «Avoir un emploi, c'est la dignité retrouvée», affirme Paul Musuamba, de Caddie Service. «Ici, on travaille. On peut donc présenter des références pour brigner un emploi,



Sur la photo du haut, cinq des neuf personnes en emploi de solidarité qui parlent de leur vécu (de g. à dr.): Paul Musuamba, Caroline Tornier, Margarita Olivera, Patrick Suter et Marianne Marquis. Photo du bas, les directeurs des organisations qui les emploient: Daniel Lang (Genève Roule), Michel Pluss (Trajets), Christophe Dunand (Réalise) et Jérôme Savary (Caddie Service). PASCAL FRAUTSCH

continue Yves, cuisinier à Réalise. Etre à l'assistance, ce n'est pas facile devant un employeur.»

Des personnes fragilisées
La qualité de l'accompagnement, l'écoute, les possibilités de formation sont louées par la dizaine

«Un salaire ne doit pas juste permettre de manger»

Caroline Tornier

d'employés de Caddie Service, de Genève Roule, de Réalise et de Trajets que nous avons rencontrés. «Il y a une vraie dimension humaine, renchérit Alexandra Larequi, de Trajets. Ce serait même difficile de travailler ailleurs après cette expérience.»

Lucides, nos interlocuteurs admettent qu'il sera extrêmement difficile à certains de retrouver une place sur le marché de l'emploi traditionnel. «La plupart des gens qui arrivent en EdS sont très fragilisés, sur le plan financier et personnel, explique Caroline Tornier, de Caddie Service. Il faut du temps pour se relancer. Certains ne pourront jamais être engagés ailleurs, mais ce serait absurde de ne pas les former pour qu'ils puissent travailler au moins selon leurs possibilités.»

Un autre monde

«J'espère que cela va s'arranger pour les collègues de Partage, poursuit Patrick Suter, également à Réalise. Ce qu'ils vivent, ce n'est pas normal. Mais cela n'a rien à voir avec notre expérience.»

Nina, sa collègue d'entreprise, confirme: «J'ai un diplôme de secrétaire, mais j'ai pu suivre un

cours de couture car j'ai le projet de quitter Genève, détaille-t-elle. Les conditions de travail sont bonnes ici. En fait, je ne me rends compte que je suis en EdS uniquement à partir du 25 du mois, lorsqu'il n'y a presque plus rien dans mon porte-monnaie. Vivre à Genève avec un salaire brut de 3225 francs, c'est vraiment la galère.»

Car sur la rémunération, tous les avis convergent. «Un salaire ne doit pas juste permettre de manger, se désole Caroline Tornier. Je veux aussi pouvoir aller au théâtre ou au cinéma de temps en temps. Que les hommes politiques vivent deux mois avec un salaire d'EdS! Je suis certaine que leur vision changera.»

L'essentiel

Le système des emplois de solidarité (EdS) existe depuis le 1er janvier 2008.

Les EdS sont destinés à des chômeurs en fin de droits et sont conclus par un contrat de travail de durée indéterminée. Il en existe 761, créés par des organismes à but non lucratif ou des collectivités publiques (74 partenaires).

L'Etat subventionne fortement les salaires versés.

Il existe trois niveaux de salaire brut mensuel pour un 100%:

- 3225 fr. pour une fonction ne requérant aucune formation;

- 3725 fr. si l'employé a un CFC;

- 4225 fr. pour une fonction spécialisée ou à responsabilités.

Le taux de retour dans le marché principal du travail est de 11,2%.

Depuis le 22 août, une vingtaine d'EdS de Cyclotri, émanation de Partage, sont en grève. **E.BY**

PUBLICITÉ

DÉDIÉ À L'ÉCONOMIE
BENOÎT GENECAUD

LISTE N°3
GRAND CONSEIL
6 OCTOBRE 2013

PLR
Les Libéraux-Radicaux Genève
dediesgenève.ch

Indispensables mais perfectibles

Les emplois de solidarité (EdS) sont nécessaires mais le système doit être amélioré. C'est en substance le message qu'ont adressé 34 organisations à but non lucratif créatrices d'EdS, inquiètes des effets que pourrait avoir la grève des employés de Partage. Les directeurs de quatre d'entre elles (Genève Roule, Caddie Service, Trajets et Réalise) expliquent pourquoi ils y tiennent tant et donnent quatre pistes d'amélioration.

Clarifier les buts des EdS
«La mission première des EdS est d'éviter à des gens le recours à l'aide sociale et la marginalisation», entame Christophe Dunand, directeur général de Réalise. Pour lui, il faut cesser d'évaluer la réussite des EdS en

fonction du nombre de personnes qui trouvent un emploi sur le marché du travail ordinaire. Le principal serait que ces gens ont une activité et la gardent.

Financer des formations «Nous, nous ne sommes pas des associations qui se sont créées autour des EdS, précise Michel Pluss, directeur général de Trajets. Nous sommes des entreprises d'insertion, et nous disposons déjà de services de ressources humaines ainsi que de programmes de formation qui bénéficient aussi aux EdS.» «L'accompagnement est une de nos missions majeures, ajoute Jérôme Savary, de Caddie Service. Mais le bouclement des budgets est ardu, et impossible sans l'apport financier de

communes.» Les organisations demandent des soutiens financiers pour les formations de base et l'accompagnement.

Revaloriser les salaires
«Les salaires sont bas et la grille salariale est rigide alors que les situations sont très différentes, critique Christophe Dunand. Elle devrait tenir compte de l'âge, de la situation familiale et des possibilités de requalification.»

Clarifier les prestations possibles Enfin, considérant qu'il est impossible de définir quelles prestations relèvent du secteur privé ou du secteur public, ces directeurs proposent de créer une commission tripartite (patrons, syndicats et Etat) qui fixerait ce qui peut être assumé par les EdS. **E.BY**

PUBLICITÉ

UNE ÉQUIPE DE CHOC!

Eric Leyvraz | Céline Amaudruz | Yves Nidegger
au Conseil d'Etat
liste 5

UDC
Pour une Suisse forte